

Le MR veut que les demandes d'asile soient examinées dans le pays d'origine

■ Les libéraux ont redéfini lundi leur projet en matière de politique migratoire. Olivier Chastel le dévoile.

Chez les libéraux francophones, on a compris depuis quelques mois qu'il ne faut plus laisser le seul Theo Francken incarner la politique migratoire menée par le fédéral. Le MR veut assumer lui aussi le bilan du gouvernement Michel. Le président Olivier Chastel s'est donc investi personnellement dans ce dossier ultrasensible.

Dans "La Libre", il annonçait il y a peu vouloir que le rythme des expulsions des délinquants en séjour illégal puisse être accéléré. Et voilà le MR qui passe à la vitesse supérieure: lundi matin, en bureau de parti, les réformateurs ont redéfini le cœur de leur projet politique en matière de migration.

Il se compose de trois points essentiels: le renforcement des frontières européennes, la révision du système de Dublin et la création de centres d'orientation des demandeurs d'asile dans leurs pays d'origine. Le Premier ministre Charles Michel ira défendre cette ligne dans les discussions au niveau européen. Au MR, on nous précise que ces réflexions n'ont rien à voir avec les polémiques récentes (la mort de la petite Mawda, les déclarations de Theo Francken sur le contournement de l'article 3 de la

Convention européenne des droits de l'homme, etc.).

1 Renforcement des frontières

"Le MR veut réaffirmer tout d'abord le principe des frontières sous peine de voir, à terme, le système Schengen s'effondrer après que chaque pays se sera replié sur lui-même, explique Olivier Chastel. On ne pourra pas maintenir la libre circulation au sein de Schengen si les frontières extérieures ne sont pas renforcées, notamment pour des raisons de sécurité. Pour cela, il faudra une augmentation des ressources de Frontex et la mise en place progressive des 'frontières intelligentes'"(règles définies au niveau européen

pour accélérer et renforcer la vérification des dossiers des migrants qui rentrent dans l'Union, NdlR).

2 Révision des règles de Dublin

Ensuite, le MR plaide pour la révision au niveau européen du système de Dublin, c'est-à-dire le dispositif actuellement décrié qui fait reposer la prise en charge des migrants et réfugiés sur les pays par lesquels ils sont entrés dans l'Union. Olivier Chastel veut revoir Dublin pour soulager la pression sur les pays d'entrée: *"Il faut réaffirmer la solidarité entre les pays et réaffirmer l'idée de répartition des migrants sur le territoire européen"*, juge-t-il.

3 "Hotspots" dans les pays d'origine des migrants

Enfin, le MR veut mettre fin à l'immigration illégale via le traitement des dossiers dans les pays d'origine et limitrophes. *"Il faut lutter contre le trafic sordide organisé par les passeurs en Méditerranée. Il faut faire*

en sorte que les passeurs ne soient plus la porte d'entrée en Europe avec tous les risques que cela fait courir aux personnes embarquées sur leurs bateaux. Le MR plaide donc pour que l'Union européenne crée des hotspots sur le territoire même des pays d'origine ou limitrophes des migrants. Ces hotspots seront de véritables centres d'orientation pour les candidats qui recevront des informations sur les conditions de l'asile dans les pays, sur le fait de savoir si leur demande est recevable ou pas. Ensuite, pour ceux qui seront acceptés, une voie d'entrée légale en Europe sera organisée." Pour les libéraux, ce système légal d'entrée dans l'Union européenne comprend les demandes d'asile et les visas humanitaires.

Plus politiquement, par ces propositions, Olivier Chastel veut anticiper un danger qu'il voit croître un peu partout en Europe: le populisme. *"Nous devons prendre en compte les craintes de notre population. Nous devons absolument nous attaquer à la question migratoire maintenant. Sous peine, dans cinq ans, de devoir constater cette même montée des populismes et des extrémismes chez nous également."*

Frédéric Chardon